

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
22 avril 1976

No 475
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

NON A L'EXPULSION DES TRAVAILLEURS PAKISTANAIS

Depuis plus d'une semaine se déroule à Paris une véritable chasse à l'homme pakistanaise, principalement dans le 2e arrondissement. La situation des 250 à 300 travailleurs pakistanaise est intolérable.

Il y a 3 semaines, des travailleurs pakistanaise sont allés au secrétariat d'Etat à l'immigration pour faire régulariser leur situation. On les a envoyés à la préfecture de police où on leur a dit qu'on pouvait les renvoyer au Pakistan ! On leur a demandé une liste des travailleurs pakistanaise (250 à 300 noms) qu'ils ont donnée au ministre du Travail. Celui-ci leur a promis des papiers dans quelques jours mais les Pakistanaise ont voulu une assurance écrite. Ce sur quoi, le ministre a téléphoné à l'ambassade pakistanaise qui leur a demandé d'évacuer le ministère. Les flics sont alors intervenus et ont embarqué 70 personnes dont 3 seulement ont été relâchées à ce jour grâce à leur statut d'étudiants. Lundi dernier, la police a fait une grande rafle dans les hôtels du 2e arrondissement (Pax, Nice, Commerce...) qui a donné lieu à de très fortes rations. La police fait régner dans ce quartier depuis le début de la semaine un véritable état de siège. Mardi soir, arrestation de 100 Pakistanaise. Mercredi matin, arrestation rue du Sentier de 40 Pakistanaise travaillant dans différents magasins. Ceux qui

ont pu se sauver à temps n'ont pas retrouvé leurs affaires, les chambres ayant été intégralement vidées. On sait que mardi 13 et jeudi 15 avril, environ 150 travailleurs pakistanaise ont été expulsés de France. Mais on est sans nouvelle des autres soixante, qui ont été également arrêtés. Et on se demande s'il n'existe pas un camp d'internement secret pour les Pakistanaise à Paris comme on en a découvert il y a quelques mois à Marseille (Arenç).

L'Union des travailleurs pakistanaise en France (il en existe en Allemagne, Belgique, Angleterre...) demande son soutien au peuple français. Des manifestations de soutien vont être organisées devant les ambassades de France, en Allemagne, Belgique...

Les travailleurs pakistanaise actuellement cachés pour échapper aux rafles policières demandent quelles mesures vont être prises.

La seule note du ministère de l'Intérieur reprise par le journal «Le Monde» tend à criminaliser les arrestations en disant qu'ils avaient trafiqué leurs papiers. L'ambassade de France à Islamabad leur avait pourtant garanti la régularisation de

leurs papiers dès qu'ils auraient trouvé un emploi.

Un avocat du MAJ (Mouvement d'action judiciaire) a fait savoir que celui-ci allait déposer une plainte contre l'arrestation et la détention illégale des travailleurs pakistanaise.

Les étudiants de la Sorbonne solidaires des travailleurs immigrés

Le texte que nous publions a été présenté, mardi, par un étudiant devant l'assemblée générale des étudiants de la Sorbonne qui a décidé à une quasi unanimité de manifester samedi à 14 h à Barbès aux côtés des travailleurs immigrés de la Sonacotra. L'Assemblée générale de la Sorbonne appelle les étudiants

Mardi dernier, 85 travailleurs pakistanaise ont été expulsés de France, 160 ont été arrêtés et on ne sait pas ce qu'ils sont devenus depuis. Ensuite 4 ouvriers agricoles marocains ont été expulsés pour le simple fait d'être syndiqués à la CFDT.

Enfin, vendredi dernier, à l'aube, les flics ont investi plusieurs foyers Sonacotra. Revolver au poing, ils ont défoncé les portes et arraché du lit des travailleurs immigrés. Ils les ont alignés debout les mains à plat contre un mur. Ils les ont insultés et malmenés. Enfin, ils les ont immédiatement expulsés de France. Il s'agit de 15 délégués marocains, algériens et tunisiens élus

Le président Mao a reçu le vice-président égyptien

Le président Mao a reçu mardi le vice-président égyptien, Hosni Mubarak. Il lui a fait part du vigoureux soutien de la Chine à l'Égypte. «La Chine est déterminée à accroître son soutien à l'Égypte dans la mesure de ses possibilités» a affirmé le président Mao selon une source autorisée égyptienne.

De son côté, le vice-président égyptien a remercié la Chine pour le don de moteurs d'avions «Migs» et de pièces détachées fait récemment à l'Égypte.

Appliquant sa politique constante en matière de fourniture d'armements aux

mouvements de libération ou aux jeunes États du tiers monde en lutte contre l'impérialisme, la Chine a refusé de vendre ce matériel qui est toujours fourni à titre gratuit. La Chine n'est pas un marchand de canons.

On connaît par contre la politique suivie par l'URSS : livrer du matériel militaire démodé pour rendre les peuples en lutte et le tiers monde plus dépendants à son égard, renouveler ses propres stocks en armement moderne et réaliser sur le dos des pays pauvres de fructueux bénéfices.

(Suite page 2)

des autres facultés à manifester également samedi. C'est là une initiative extrêmement positive qu'il convient de développer pour que samedi les étudiants soient présents massivement dans le cadre de la manifestation organisée et dirigée par le Comité de coordination des foyers Sonacotra.

par leurs camarades au Comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte.

Un étudiant tunisien a également été arrêté. Il est tombé, ou bien il a été précipité, du 2e étage de sa résidence universitaire. Blessé, sans aucun soin médical, il a été expulsé de France immédiatement.

Camarades, ces agissements contre nos frères immigrés sont intolérables, et nous ne les tolérerons pas !

Durement exploités à l'usine et au chantier, les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra sont encore exploités la nuit. Les

foyers Sonacotra sont un

grand jeu de marchands de sommeil ! Pour des chambres de moins de 6 m² séparées par des cloisons en contreplaqué, il faut payer des loyers très chers. Les droits de visite, de réunion, d'expression n'existent pas. Le règlement intérieur répressif est appliqué par un gérant, qui dans la plupart des foyers, est un véritable chef militaire raciste. Il peut entrer dans les chambres à n'importe quel moment et expulser un résident quand il veut. En divisant les résidents, en privilégiant les uns et en brimant les autres, il s'applique à provoquer le racisme.

(Suite page 3)

Cables de Lyon,

Elis, Bourgeois, Caron-Ozanne

De procès en procès

La semaine dernière 2 ouvriers des Câbles de Lyon à Clichy passaient en jugement, mardi 20 le patron d'Elis (blanchisserie de Pantin) attentait un procès à des journaux qui avaient soutenu les travailleurs lors de leur dernière grève. D'ailleurs dans cette entreprise des travailleurs ont débrayé ce jour-là pour aller au procès.

Ce mercredi, ce sont 4 travailleurs de chez Bourgeois (à Besançon) qui sont «jugés». Pour informer et

appeler à la solidarité, un meeting s'est tenu mardi.

Ces jours-ci les ouvriers de Caron-Ozanne sont également visés par la répression et risquent d'être expulsés. Face à la violence du capitalisme, la classe ouvrière doit se serrer les coudes, renforcer son unité de classe et sa liaison avec les autres couches populaires, pour organiser une riposte de masse, combattre l'exploitation capitaliste, pour enfin détruire ce système d'oppression et de misère.

**SAMEDI 24 AVRIL
14 H A BARBES
MANIFESTATION
à l'appel du comité
de coordination
des foyers Sonacotra**

Les manifestations se poursuivent en Palestine occupée

Les manifestations se sont poursuivies mardi en Palestine occupée, notamment à Djenine, Naplouse, Tuikarem et Jérusalem.

Dans toutes ces villes, la plupart des écoliers ont fait grève et se sont joints aux manifestants qui brandissaient des drapeaux palestiniens.

Des jeunes gens arrêtés lundi par l'armée sioniste ont comparu devant un tribunal militaire et ont été condamnés à des peines de prison.

A Naplouse, les soldats sionistes ont ouvert le feu et ont blessé deux manifestants arabes.

Aérospatiale Grandes manœuvres du PCF

Depuis les dernières élections cantonales qui ont vu le PS triompher au détriment de son « concurrent » et « allié », le PCF s'est engagé à l'Aérospatiale dans une grande campagne « publicitaire » destinée à montrer qu'il est le parti qui « contrôle la grande majorité » de la classe ouvrière, qu'il est le seul vrai garant de l'intérêt national, de l'indépendance nationale, celui qui se bat efficacement pour la défense de l'aéronautique française. C'est un avertissement au PS : « Vous avez la majorité électorale mais les plus forts c'est nous ! »

Le moyen pour entraîner les travailleurs sur cette ligne c'est Concorde. C'est un véritable matraquage que nous subissons depuis plusieurs semaines (en moyenne un tract PCF un jour sur 4, un tract CGT presque tous les jours). L'emploi des travailleurs serait lié à Concorde : « Ou bien Concorde sera et des milliers de licenciements évités (...), ou bien Concorde ne sera pas et les conséquences sociales seront douloureuses » (CGT 26.03.76).

Dans cette entreprise ils rencontrent quelques difficultés, le 26 mars dernier ils avaient tenté de faire débrayer les travailleurs sur cet objectif (100 grévistes sur 8 000 salariés). Ils avaient tenté de forcer la main à la CFDT qui a refusé de partir en grève sur cet objectif totalement en contradiction avec la véritable défense de l'emploi des travailleurs, et dénoncé dans un tract leurs magouilles et pratique anti-unitaires.

Aujourd'hui, le PCF recommence la même opération.

(Suite page 5)

MESSAGE DE FELICITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSE-TOUNG AU PRÉSIDENT KHIEU SAMPHAN

Le président Mao Tsé-toung, Chu Teh, président du bureau permanent du Congrès national du peuple et Hua Kuo-feng, premier ministre chinois, ont adressé un message de chaleureuses félicitations à Khieu Samphan, nouveau président de l'Etat démocratique du Kampuchéa (Cambodge). Dans le message envoyé à l'occasion du premier anniversaire de l'indépendance du Cambodge (17 avril) il est dit notamment : «Le peuple chinois continuera, comme par le passé, à soutenir fermement la cause révolutionnaire du peuple cambodgien, à rester fraternellement uni à lui, ainsi qu'à marcher de l'avant et à combattre côte à côte avec lui.»

CEUX QUI SABOTENT LA LUTTE DES PEUPLES...

Les travailleurs immigrés de Turquie ont organisé un meeting à la mi-avril pour renforcer leur solidarité avec leurs frères de classe : les travailleurs français et les travailleurs immigrés d'autres nationalités. Et pour le soutien à la lutte du peuple de Turquie contre l'impérialisme, l'hégémonisme des deux superpuissances et le fascisme.

Pour empêcher l'unité de la classe ouvrière, les révisionnistes turcs et les révisionnistes français de la CGT ont aussi organisé le même jour et à la même heure un autre meeting.

Les participants ont dénoncé cette manœuvre des révisionnistes turcs et des révisionnistes français qui se soutiennent mutuellement, dans la voie de la trahison à la classe ouvrière. Ils ont affirmé leur volonté de lutte, ont souligné la nécessité de mener activement la lutte contre le révisionnisme et de renforcer l'unité entre travailleurs immigrés et travailleurs français. Ils ont également exprimé leur solidarité et leur soutien total à la lutte du peuple de Turquie pour l'indépendance nationale et la démocratie.

Les marxistes-léninistes
AYDINLIK de Turquie.

LE PRÉSIDENT MAO A REÇU LE VICE-PRÉSIDENT ÉGYPTIEN

(Suite de la page 1)

Exprimant ses remerciements au premier ministre Hua Kuo-feng pour le soutien «toujours sincère et désintéressé» apporté par la Chine, le vice-président égyptien a également attaqué l'hégémonisme de l'URSS.

Lundi, le quotidien du Caire «Al Ahram» indiquait que plusieurs liaisons aériennes supplémentaires seront établies entre Le Caire et Pékin afin d'acheminer en Égypte les pièces détachées chinoises destinées à l'armée égyptienne.

Selon le journal, le matériel chinois sera également transporté à bord de navires qui iront prendre livraison de ce matériel dans les ports chinois.

«Al Ahram» souligne que la Chine s'est en effet montrée disposée à livrer à l'Égypte, en plus des moteurs d'avions plusieurs tonnes de pièces de rechange ainsi que du matériel militaire. Le quotidien indique d'autre part que les militaires égyptiens accompagnant M. Hosni Moubarak en Chine, auront l'occasion durant leur séjour de visiter des usines d'armements et des centres nucléaires chinois.

Sur le plan économique, le quotidien fait état notamment d'un éventuel achat par l'Égypte de biens d'équipement ainsi que de charbon destinés à faire fonctionner l'aciérie d'Helouan.

«Al Ahram» précise à ce propos que l'Égypte importait annuellement d'Union soviétique un demi-million de tonnes de charbon destinées au complexe sidérurgique de Helouan.

Albanie : les récentes décisions du Comité central du PTA

Nouvelle preuve de la vitalité de la dictature du prolétariat

Le 1er avril 1976, toute la presse albanaise publiait en première page une décision du Comité central du Parti du travail d'Albanie et du Conseil des ministres de la République populaire d'Albanie. Cette décision a été longuement discutée dans le peuple et elle l'est encore aujourd'hui. Elle prévoit des aménagements dans le système des salaires, notamment la diminution des hauts salaires et la suppression de certaines «rémunérations supplémentaires» et des mesures pour aider au développement de la campagne.

Toutes ces mesures, qui entrent en vigueur en ce mois d'avril, ont suscité l'enthousiasme et l'approbation de l'ensemble du peuple albanaise.

Voilà comment la presse albanaise les présente.

Les mesures d'amélioration du système des salaires reposent sur la lutte que mène le Parti du travail d'Albanie contre toute tendance d'embourgeoisement des cadres et de l'intelligentsia en général. Tirant leçon de ce qui s'est produit en URSS, le parti lutte sans cesse pour éviter que se forme une couche de cadres et d'intellectuels privilégiés, coupés de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice, et qui en arrive à former une nouvelle bourgeoisie, une nouvelle classe exploiteuse. Ces mesures sont donc inséparables des autres dispositions comme la rotation des cadres, le stage annuel des cadres à la production, le contrôle ouvrier permanent.

Les mesures en faveur de la campagne ont pour but de réduire les différences essentielles entre la ville et la campagne, de renforcer l'unité entre les deux classes amies de la société albanaise : la classe ouvrière et la paysannerie coopératrice. C'est là aussi un souci constant du Parti du travail d'Albanie, un grand principe du marxisme-léninisme. Comme le souligne le projet de nouvelle constitution de l'Albanie : «l'État albanaise est un État de dictature du prolétariat... (qui) repose sur l'unité du peuple et a pour fondement l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice,

sous la direction de la classe ouvrière» (article 2).

Il est bien clair que de telles mesures ne peuvent se concevoir que dans le cadre de la dictature du prolétariat. Dans quel autre système social y a-t-il diminution des hauts salaires au profit de l'amélioration du bien-être des masses travailleuses de la ville et de la campagne ? Le «Zeri i popullit», organe du Parti du travail d'Albanie déclara :



Moderniser la campagne pour améliorer le bien-être au peuple (photo ATA).

rait récemment que dans les pays capitalistes et révisionnistes, les écarts de salaire et de niveau de vie et en général la différenciation des classes s'accroissent. En URSS par exemple, soulignait le journal, les salaires moyens des cadres sont au moins 20 fois supérieurs à ceux des ouvriers, sans parler des revenus que la nouvelle bourgeoisie soviétique s'assure «légalement» ou non, et les campagnes encore plus que les villes manquent du minimum né-

cessaire. Ce processus ne fait que s'accroître. Les riches deviennent plus riches et les pauvres deviennent plus pauvres.

En Albanie, la différence entre les hauts et les bas salaires est passée maintenant de 1 pour 2,5, à 1 pour 2, et les mesures prises en faveur de la campagne augmenteront le revenu des paysans coopérateurs de plus de 10 %.

Face à tous ceux qui essaient de mettre dans le même sac la dictature du prolétariat et la dictature fasciste, la décision du parti et de l'État albanaise en date du 1er avril montre une fois de plus ce qu'est la réalité de la dictature du prolétariat pour les masses travailleuses : le pouvoir du peuple qui, sous la direction de la classe ouvrière et de son parti marxiste-léniniste prend toutes les mesures pour l'amélioration constante du bien-être du peuple.

LIBAN : APRES LE NOUVEL ACCORD PALESTINO-SYRIEN

Un nouvel accord pour tenter de débloquer la situation au Liban, et mettre fin à la guerre civile en respectant l'unité et la souveraineté du pays a été adopté vendredi soir à Damas par la Syrie et la résistance palestinienne. Il prévoit :

— L'arrêt des hostilités et l'adoption d'une position commune à l'encontre de toute partie qui reprendra les opérations militaires.

— Le rétablissement du Conseil militaire supérieur tri-partite (Syrie-Liban-Pa-

lestine) pour veiller à l'application du cessez-le-feu jusqu'à l'élection du nouveau président de la République.

— L'opposition à la partition du Liban sous quelque forme que ce soit et à toute mesure portant atteinte à l'unité du Liban et de son peuple.

— Le refus de l'entrée de troupes arabes au Liban.

— Le rejet des règlements et menées américaines au Liban.

— L'attachement à la

poursuite de la médiation syrienne.

— Le rejet de l'internationalisation de la crise libanaise et de l'entrée de troupes internationales au Liban.

Un cessez-le-feu vient d'être conclu, dans le prolongement de cet accord, qui semble être accepté par la plupart des forces politiques qui combattent au Liban. En principe, cependant, car dans les faits les combats meurtriers n'ont pas cessé.

nouvelles du monde

LA CHINE CONFIRME LA NORMALISATION DES RELATIONS DIPLOMATIQUES SINO-INDIENNES

La Chine a confirmé officiellement son accord pour un échange d'ambassadeurs avec l'Inde. Un porte-parole du département de l'Information du ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré : «La Chine a déjà donné son accord à la nomination de l'ambassadeur faite par l'Inde. Après l'envoi par l'Inde de son ambassadeur en Chine, nous enverrons aussi notre ambassadeur en Inde.»

C'est l'Inde qui a pris l'initiative en janvier dernier de proposer le rétablissement de relations normales entre les deux pays.

PORTUGAL : PROPAGANDE REVISIONNISTE

Un autocollant de propagande électorale préconisant l'Union de la gauche et montrant le poing, emblème du Parti socialiste, associé à l'emblème du parti pro-soviétique de Cunhal, a provoqué la publication d'un communiqué de protestation du Parti socialiste.

Le PS estime que la publication de cet autocollant, constatée surtout dans les zones rurales du pays, constitue une véritable provocation destinée à semer la confusion chez les paysans. L'autocollant insinue l'existence d'une alliance avec le PCP que le PS, malgré des tendances contradictoires et des attitudes parfois hésitantes, a jusqu'ici publiquement rejetée.

SAHARA OCCIDENTAL : MEMORANDUM DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU FRONT POLISARIO

Le secrétaire général du Front POLISARIO, M. El Ouali, a adressé un memorandum sur la situation au Sahara occidental à MM. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, Amine Dada, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, Houari Boumédiène, président du groupe des pays non-alignés, Mahmoud Riadh, secrétaire général de la Ligue arabe, et à la Communauté économique européenne, apprend-on à Alger.

Dans ce memorandum, le secrétaire général du Front affirme que le peuple sahraoui, en s'opposant à l'invasion, «exerce son droit indéniable de légitime défense», et que la «guerre de conquête coloniale» a de «graves répercussions dans toute la région dont elle menace l'équilibre».

SAHARA OCCIDENTAL : CAPTURE D'UN OFFICIER MAROCAIN PAR LE FRONT POLISARIO

Un communiqué du Front POLISARIO publié à Alger par l'agence «Algérie-Presses-Service» affirme que «des combattants sahraouis ont livré de durs combats victorieux à proximité de Guelta-Zemmour (à 250 kilomètres environ au sud d'El Ayoun)».

Au cours de cet accrochage, de lourdes pertes en vies humaines et en matériel ont été infligées aux Marocains et le capitaine Zegai Mimoun, des Forces royales marocaines, a été capturé, ajoute le communiqué du POLISARIO.

Les étudiants de la Sorbonne solidaires des travailleurs immigrés

(Suite de la page 1)

Mais aujourd'hui, les résidents sont unis et en lutte. Ils réclament la diminution des loyers, le changement du règlement intérieur répressif, la suppression des gérants et leur remplacement par des concierges, le statut de locataires, ainsi que la satisfaction d'autres revendications. Depuis plusieurs mois, pour certains depuis plus d'un an, plus de 50 foyers sont en grève des loyers. Nos frères immigrés ont tenu bon, malgré toutes les manœuvres et toutes les provocations. Des coups de feu ont même été tirés contre certains foyers. Deux expulsions avaient déjà eu lieu le 7 avril. Pour cette lutte courageuse les résidents se sont organisés démocratiquement avec un comité de résidents dans chaque foyer

et un comité de coordination national qui a convoqué un puissant meeting de 4 000 personnes à la Mutualité le 21 février. Ce sont 15 délégués à ce comité de coordination qui viennent d'être expulsés.

La lutte des foyers Sonacotra est la plus importante lutte menée en France par nos frères immigrés depuis la guerre d'Algérie. Elle revêt une importance politique fondamentale, car ce qui est en jeu, c'est l'unité de la classe ouvrière et des masses populaires de France face à la bourgeoisie.

Camarades, le Comité de coordination des foyers Sonacotra appelle à manifester contre les expulsions samedi à Barbès à 14 heures.

L'Assemblée générale de la Sorbonne lance un appel

à tous les étudiants en lutte de la région parisienne pour qu'ils rejoignent le cortège.

Il faut que nous soyons là, par dizaines de milliers, pour soutenir et défendre nos frères immigrés contre les provocations que ne manquera pas de tenter la police ; et pour imposer la satisfaction de toutes les revendications des résidents des foyers Sonacotra et le retour en France de tous les travailleurs immigrés expulsés !

Camarades, cette manifestation de solidarité entre les étudiants en lutte contre la réforme réactionnaire du 2e cycle et les travailleurs immigrés aura une grande importance pour le mouvement étudiant. Nous montrerons ainsi que nous sommes du côté des travailleurs,

non seulement en paroles, mais dans les faits.

Car lorsque nous luttons contre la réforme réactionnaire du 2e cycle, nous ne défendons pas des intérêts d'intellectuels sans rapport, ou même en contradiction, avec ceux des ouvriers et des paysans. Au contraire nous refusons que nos études servent à opprimer les travailleurs et à perpétuer ce régime capitaliste qui est fait d'exploitation, racisme, chômage, accidents du travail, oppression de la femme et misère du peuple. Nous refusons une université qui nous mène au chômage ou à être des cadres dociles au service de la bourgeoisie. Nous refusons ce choix. *En un mot nous refusons l'université capitaliste !*

Le mouvement étudiant fait partie du grand mouvement de masse anticapitaliste qui se développe à l'heure actuelle. Jamais depuis 68 tant d'usines n'avaient été occupées simultanément. Des dizaines de milliers de petits paysans sont en lutte contre les trusts et les négociants qui les exploitent. Nous, étudiants en lutte contre la réforme réactionnaire du 2e cycle, prenons place dans ce combat com-

Une déclaration des travailleurs algériens expulsés de France

Les sept travailleurs algériens expulsés de France vendredi dernier ont dénoncé lundi à Alger, dans une déclaration citée par l'agence «Algérie-Presse-Service», «les méthodes arbitraires d'expulsion et

l'attitude du gouvernement français à l'égard de la main-d'œuvre immigrée». «Ces agissements, ajoutent-ils, ne peuvent contribuer à l'amélioration des relations entre les peuples algérien et français.»

Orléans

«Il y a sûrement quelque chose à faire»

Les étudiants d'Orléans en grève se sont rendus mardi 20 avril au podium d'Europe 1, place Albert 1er, à l'occasion de l'émission publique «20 millions cash» de Pierre Bellemare. Ils voulaient obtenir 2 minutes d'antenne afin de lire le communiqué suivant : «Les

étudiants d'Orléans en grève exigent l'abrogation de la réforme du second cycle, appellent à la grève générale de l'Éducation nationale, condamnent la répression qui s'abat sur le mouvement étudiant...»

Ils se sont heurtés aux videurs d'Europe 1 ainsi qu'aux flics. Les étudiants ont lu leur communiqué aux personnes venues assister à l'émission. L'émission a néanmoins continué. Les candidats étant enfermés dans une cabine insonorisée et les applaudissements étant enregistrés sur un disque.

Un des responsables a assuré les étudiants que les prochaines émissions auraient lieu en présence d'un solide cordon de policiers. Un journaliste de «La République du centre» a pris de nombreuses photos des étudiants (photos d'identité en gros plan notamment) et a refusé de donner la pellicule aux manifestants. Les étudiants en grève s'élèvent contre de telles mesures et sont déterminés à poursuivre la lutte jusqu'à l'abrogation effective de la réforme du second cycle et à s'opposer à toute répression d'où qu'elle vienne.

mun. C'est pourquoi nous serons dans la rue samedi aux côtés de nos frères, les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra, pour dire notre indignation contre les expulsions et notre soutien à leur juste lutte.

Étudiants français et immigrés, travailleurs français et immigrés, même combat !

Les aveux d'un permanent CGT Police et révisionnistes main dans la main

Après l'arrestation de nos camarades une réunion avait lieu le lundi 12 avril à Lorient. Y étaient présents la CFDT, la FEN, la CGT, l'UDB, le PS, le PC. Il y fut proposé de rédiger un texte pour la libération des marxistes-léninistes emprisonnés.

Le permanent CGT présent déclarait alors : «Attention ! On a trouvé chez eux le plan des «poudrières» de Lorient, c'est de la subversion ; on ne peut pas défendre n'importe qui !» Ce qui évidemment est entièrement faux. Mais il faut bien que les révisionnistes inventent de tels mensonges pour essayer de saboter la riposte aux arrestations.

Le permanent CFDT présent répondait alors : «Nous, nous sommes des inconditionnels de la solidarité ouvrière. Et, au fait, d'où tiens-tu ces informations, nous on ne sait même pas pourquoi ces camarades ont été arrêtés...»

Le permanent CGT : «De X... c'est le commissaire des renseignements généraux». Voilà qui en disait déjà long sur les rapports exist-

tant entre les responsables révisionnistes et la police. Mais ce n'était pas tout. Étonné, le permanent CFDT interrogeait : «Il vous file des informations, comme ça, à vous tout seul ?»

Et voici ce que le permanent révisionniste répondait, devant tous les participants à la réunion :

«Qu'est-ce que tu veux, on leur en donne, ils nous en donnent !»

Bel aveu de la collaboration active entre les révisionnistes et la police contre les révolutionnaires.

De multiples faits, dans le passé, ont déjà amplement démontré cette collaboration. Il suffit de rappeler que c'est à la demande des dirigeants du PCF que le PCMLF a été interdit en juin 1968 par le gouvernement.

Ceci prouve si besoin en était que la lutte contre la répression doit se mener également contre les dirigeants révisionnistes. Ils ne se contentent pas de chercher à s'opposer à la riposte contre la répression, ils participent pleinement à cette dernière.

A Lorient, la riposte

A Lorient, deux comités de soutien se sont créés. L'un à l'hôpital Bodélio où travaille Jean David. Les sections syndicales CFDT-CGT et FO y participent ainsi que des travailleurs non-syndiqués. Dans un communiqué, le comité de soutien déclarait.

Les sections syndicales de l'hôpital CFDT-CGT-FO et les collègues de travail de Jean David, infirmier au poste de transfusion sanguine de l'hôpital ont décidé de se réunir en un comité de soutien pour la défense de :

- Jean David,
- Romain Le Gall, employé de mairie,
- Jacques Leforestier, étudiant en sciences éco. à l'IUT de Lorient.

Incarcérés arbitrairement jeudi matin par la police.

Tous trois sont des fils, des frères, des amis, des compagnons de travail aimés et estimés de tous.

Il est intolérable de les savoir derrière les barreaux, en but à tous les moyens répressifs uniquement parce qu'ils défendent des idées qui ne plaisent pas au pouvoir.

PLATE-FORME DE SOUTIEN

- Protestation contre l'arbitraire de l'arrestation de ces 3 personnes après perquisition effectuée à 6h du matin dans des conditions plus que douteuses.

- Libération immédiate des trois militants arrêtés.

- Dénonciation de toutes les mesures de répression qui frappent de plus en plus souvent les travailleurs des villes et des campagnes.

- Protestation contre les projets de lois récents pris en conseil des ministres qui visent à réduire la liberté individuelle.

- Protestation contre le fait qu'on soit venu chercher Jean David sur son lieu de travail.

- Exigent sa réintégration à son poste de travail, quelles que soient les suites de l'affaire.

Le comité de soutien appelle tous les démocrates et antifascistes qui adhèrent à cette plate-forme, à renforcer ses rangs, à assister à l'AG organisée par les sections syndicales citées ci-dessus, le mardi 13 avril à 10h, salle-à-manger de l'hôpital et à répondre à toutes initiatives sur le plan local.

Le 13 avril, une assemblée générale regroupant syndiqués et non-syndiqués s'est donc tenue, suivie d'une manifestation en ville, en voiture, jusqu'à la sous-préfecture.

L'autre comité de soutien s'est constitué à Plouhinec, localité d'origine de Romain Le Gall. Une réunion a eu lieu, regroupant les différentes associations locales et une motion a été adoptée.

Les marxistes-léninistes de Lorient ont distribué un tract sur les lieux de travail des camarades arrêtés. D'autre part, des bombages sont apparus sur certains murs : «Lisez l'Humanité rouge», «Vive le PCMLF !».

D'autres initiatives sont en préparation.

Lettre de Jean David au comité de soutien de Lorient

Le régime «libéral avancé» de Chirac, Pompidou et Cie veut nous faire croire que l'État bourgeois par son autorité est la garantie des libertés individuelles et collectives de tous les citoyens sans discrimination.

Ce n'est qu'une illusion agonisante. Inculpés par M. Gallut, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'État — «au nom du peuple français» — Romain Le Gall et Jean David sont sous mandat de dépôt à Fresnes et à la Santé. Nous ne sommes ni des martyrs, ni des héros.

Il faut simplement des exemples qui ne visent qu'une chose : créer une peur et une psychose chez

l'ensemble des travailleurs de notre pays.

Tout cet arsenal répressif déployé à grand renfort de trompettes n'est qu'une vaste entreprise de chantage d'un régime aux abois qui s'affolle devant un peuple qui refuse l'exploitation de l'homme par l'homme. Tout cela n'est qu'une préparation à la répression politique de masse.

Tous unis à la base et dans l'action, luttons contre la répression et exigeons immédiatement :

- La libération de tous les prisonniers politiques.

- La levée des inculpations.

- La suppression de la Cour de sûreté de l'État.

Jean David

Meeting de soutien à Roland Agret

A l'heure actuelle, l'état de santé de Roland Agret, qui a commencé depuis quelques jours une grève de la soif, est de plus en plus critique. Il est actuellement sous perfusion. Il est urgent de multiplier les initiatives pour exiger sa mise en liberté et le sauver !

Le Comité de soutien à Roland Agret appelle à un MEETING le VENDREDI 23 AVRIL A 20 H 30 SALLE DE L'AGECA, 177 rue de Charonne à Paris (Métro Alexandre Dumas).

Marie-José Agret interviendra à ce meeting, où tous les éléments du dossier seront rendus publics.

D'autre part une manifestation est prévue à Marseille devant la prison des Baumettes samedi 24 avril.

(Lire nos informations p.6)



Foyer Lou Cantou (Montpellier)

Après un an de lutte

Le 19 avril 1975 le personnel du Cantou, foyer de réinsertion sociale pour jeunes filles en danger de prostitution, se mettait en grève pour obtenir la réintégration d'un de leurs camarades licencié sous un faux prétexte. A partir de là le conseil d'administration qui gère l'établissement ne répond que par la répression : licenciement de tous les grévistes, expulsion par les flics, fermeture du foyer.

DEPUIS UN AN le personnel ne cesse de lutter pour que tous soient réembauchés sinon au Cantou qui n'est pas encore réouvert, mais du moins à Montpellier et dans des conditions analogues. Tant que tous les travailleurs n'auront pas un emploi, ils sont dé-

cidés à continuer la lutte.

Pour renforcer leur lutte et exprimer leur solidarité vis-à-vis des autres entreprises en lutte, les travailleurs du Cantou organisent un rassemblement au pavillon populaire sur deux mots d'ordre : «Non à tout licenciement, non à la répression dans le secteur sanitaire et social».

Déjà des travailleurs ont répondu favorablement à cette invitation : ceux de Griffet usine de Marseille occupée depuis un an, pour le secteur santé ; le Mas Cavailiac, le centre psychothérapeutique de Thuir, L'Ifès de Marseille, les travailleurs sociaux en formation de Montpellier. Les travailleurs du Cantou invitent toutes les entreprises en lutte à participer à ce ras-

RASSEMBLEMENT CONTRE LA REPRESSION ET LES LICENCIEMENTS

semblement, sous forme de stand de popularisation, de films ou diapositives, d'interventions ou de sketches. Ce rassemblement aura lieu le 24 avril au pavillon populaire de Montpellier de 15h à 24h.

Pour le contact écrire à la section CFDT du Cantou, syndicat santé, 1 rue Gouan, 34000 Montpellier.

Une brochure de popularisation

Par ailleurs dans une brochure «Au foyer Lou Cantou la lutte continue», qu'ils ont réalisé dans le but de populariser plus largement encore leur lutte, les travailleurs expliquent ainsi : *Notre lutte qui est une lutte contre les licenciements a*

rencontré un certain nombre de problèmes dus à 2 faits : nos employeurs sont des patrons bénévoles dans le secteur sanitaire et social ; ils sont majoritairement de gauche».

Ainsi ils expliquent et rappellent les origines du conflit, du licenciement, le pourquoi de la grève, etc.

Les grévistes du foyer Lou Cantou expliquent pourquoi il était indispensable d'attaquer les patrons dit de gauche : «Ce n'est donc pas de dire que nos patrons sont de gauche qui nous minorise, comme certains le prétendent, c'est le fait même qu'ils sont de gauche et influencent beaucoup de travailleurs». C'est dans un but d'unité dans la lutte qu'ils organisent un rassemblement avec d'autres travailleurs.

Massey-Ferguson, IHF, SGF

3 grèves brisées par les dirigeants CGT

Voici trois exemples de grèves que les dirigeants CGT ont réussi à briser. Les discours de Séguy jouant les purs et durs de la lutte ne peuvent masquer les réalités quotidiennes : la politique antiouvrière des dirigeants révisionnistes qui s'opposent au développement du mouvement ouvrier. Toujours la même tactique d'isoler les luttes les unes par rapport aux autres, de semer le défaitisme et la division, le mépris des masses, le racisme.

Cela illustre une fois de plus que dans le mouvement ouvrier le révisionnisme est le danger le plus grand, que pour obtenir satisfaction dans les luttes revendicatives, en même temps que l'on combat la politique capitaliste, il est indispensable de combattre et démasquer la ligne idéologique et politique des révisionnistes à partir de leur pratique.

Chez Massey-Ferguson à Marquettes-Lille

Après 3 semaines de grève, les travailleurs de la Massey à Marquette ont voté la reprise du travail pour le mardi 20 avril. Depuis quelques jours le mouvement s'essouffait, mais les travailleurs en grève étaient encore 750 lors du vote de la reprise.

Pour un nombre croissant de travailleurs les choses sont claires : l'échec de cette grève, c'est le résultat du travail de sape des dirigeants de la CGT.

Pourtant, le mouvement de grève a été marqué par sa grande combativité dès le départ : plus de travailleurs en lutte qu'il n'y en a jamais eu depuis 1968, plusieurs manifestations de popularisation, occupation du siège social, occupation de la «bulle RTL» à Lille.

Mais les dirigeants CGT ont tout fait pour que la lutte ne s'étende pas ou passe à un stade supérieur :

— Ils lançaient des appels platoniques par tract pour que les non-grévistes

rejoignent le mouvement, mais s'opposaient à la mise en place de piquets de grève.

— Ils démobilisaient les travailleurs en disant qu'occuper le parc d'expédition ce serait très difficile, que l'important c'était que la production soit bloquée.

— En trois semaines, aucune collecte n'a été faite.

En ce qui concerne les revendications, les dirigeants CGT se sont vivement opposés aux augmentations égales pour tous (aux 400 F) et ont mis en avant leurs «gadgets» : la grille de l'OS à l'ingénieur, et l'échelle mobile. Mais ils ont trouvé peu d'écho sur ce terrain, tandis que malgré les atteroiements de la CFDT (voir HR No 467) les revendications antihierarchiques étaient de plus en plus reprises, à l'intérieur même de la CGT.

Ça n'était pas du tout du goût de leurs dirigeants. A vrai dire, les revendications ouvrières, le développement de la lutte, ça ne les intéressait pas. Pour qui en doute, voici ce qu'ils écrivaient dans un tract du

5 avril : «Pour renforcer nos possibilités d'actions, il n'y a pas de miracles : il faut se syndiquer».

Bref, métallos de la Massey, le seul débouché à votre lutte, c'est votre participation à l'opération publicitaire de «renforcement» de la CGT, pour le soutien au Programme commun.

A l'International Herverster France de Croix (Nord)

Invités vendredi à la faculté de Fiers, des travailleurs de la Massey, syndiqués à la CFDT en particulier, ont exprimé leur colère contre les traîtres qui ont fait arrêter la grève à l'IHF (Croix) comme à la Massey. Un travailleur immigré a même dénoncé le racisme de certains dirigeants CGT.

Par ailleurs, un ouvrier d'IHF à Ris-Orangis (région parisienne), où sont employés 400 travailleurs, nous écrit que les syndicats ne leur ont strictement rien dit de la grève de leurs collègues, laissant ainsi volon-

tairement ces derniers dans l'isolement.

«Dès que j'ai su la nouvelle (par l'HR), j'en ai parlé à plusieurs gars qui se sont indignés de ce que les délégués de la boîte ne faisaient rien. J'ai ensuite arrêté un délégué CGT (ils sont 3 pour les ouvriers) qui m'a dit que "les gars d'ici étaient tellement cons que cela valait pas la peine de leur dire ces choses-là !" Quand je lui ai dit que c'était pourtant le premier travail d'un délégué, il m'a répondu qu'il s'en foutait. J'ai ensuite découpé l'article (d'HR) que j'ai affiché dans les toilettes pour que tous les ouvriers sachent ce qu'on leur cache».

Il faut que tous les ouvriers de Croix sachent cela, que ceux de Ris-Orangis auraient voulu les rencontrer et notre correspondant envisageait d'organiser une collecte : «On est pas riche, dit-il, mais je pense que ce qui compte le plus c'est le geste. C'est un geste de solidarité entre ouvriers d'une usine à l'autre».

Lille-Wazemmes

600 éboueurs en grève avec occupation

Depuis le 14 avril, les 600 éboueurs de la TRU sont en grève et une partie occupent jour et nuit leurs entreprises. Les travailleurs revendiquent : 5% d'augmentation, une 5ème semaine de congés payés, l'amélioration des conditions de sécurité et d'hygiène, la réduction des tours.

Comme le disent les grévistes : «Il y a moins de 10 ans on ramassait 8 tonnes maintenant on va jusqu'à 24 tonnes et même 26». Cette grève est importante car c'est la première depuis 1968. Dans la

CGT pour atteinte à la liberté du travail ! Ils ont tenté de casser la grève en allant ramasser les ordures près de la TRU de Wazemmes. L'un d'eux à même provoqué les grévistes avec un bâton. Plus tard



lutte, les travailleurs organisés en une section CGT combative se sont affrontés aux briseurs de grève de FO ultra-minoritaire à la TRU. Les jaunes de FO ont porté plainte contre la section

il a prétendu avoir «été agressé et même sérieusement blessé par les grévistes». FO a demandé à la TRU de porter plainte. Les ouvriers sont furieux : «C'est pas FO, c'est faux qu'on doit les appeler».

A la société générale de fonderie à Ste-Jeanne (Sarthe)

La grève a pris fin le 14 avril. Les dirigeants révisionnistes de la CGT, ont suivi leur vieille rengaine démobilisatrice : «Il faut savoir finir une grève mais dans ce cas il faut la finir tous ensemble pour pouvoir poursuivre le combat après dans l'unité». Pour eux c'est «tous ensemble au boulot» mais jamais «tous ensemble et en même temps dans la lutte classe contre classe».

D'une part les principales revendications (1 700 F pour tous, 0,50 F d'augmentation/heure), sont loin d'être satisfaites : 30 ouvriers ont obtenu 0,50 F et 120 quelques centimes.

D'autre part, les ouvriers n'ont pas été consultés pour la reprise : c'est l'intersyndicale qui l'a décidé en comité restreint après «négo-ciation» et qui a ensuite purement et simplement mis les travailleurs devant le fait accompli.

Après une rapide enquête, il apparaît que la majorité des travailleurs était néanmoins partisans de mener la lutte jusqu'au bout.

D'ailleurs, un des chantiers (30 travailleurs environ), malgré cette décision, continue la grève.

Une fois de plus il est prouvé qu'il n'est pas de pire ennemi que le loup déguisé en agneau.

De nos correspondants HR

Les ouvriers se heurtent à l'intransigeance de la direction. De plus le patron dénonce les soi-disant «provocations de commandos de Nord-Africains de Reims, Lyon et Paris». Il s'agit là d'une grossière manœuvre raciste du patron destinée à briser l'unité des grévistes. Mais les éboueurs ne se laissent pas diviser : «Français et immigrés, nous ont-ils affirmé, on est unis à 100% et on le restera».

Le grand problème dans la grève des éboueurs c'est de réussir à gagner le soutien de la population. Déjà le maire gaulliste de Wasquehal mise sur un prétendu mécontentement populaire pour briser la grève. Il fait circuler des camions par de soi-disant bénévoles pour ramasser les ordures. C'est pourquoi les travailleurs de la TRU veulent entreprendre une grande campagne de popularisation : «Il nous faut expliquer aux gens que notre combat est celui de tous les travailleurs et qu'ils doivent nous soutenir»...

Actuellement une puissante vague de grèves ouvrières déferle sur le Nord. Après Desombre et la CIP, après Béghin-Say, voilà maintenant les abattoirs de Lille et la TRU qui engagent la lutte classe contre classe pour leurs revendications.

Cela atteste de la volonté grandissante de la classe ouvrière de rejeter cette société capitaliste de chômage et de misère.

Correspondant H.R.



Lip (Besançon)

«ON TIENDRA !»

C'est avec un peu de retard que nous rendons compte de ce qui s'est passé vendredi après-midi.

Les LIP étaient dans la rue pour expliquer et populariser leur lutte auprès des travailleurs. Les actions entreprises avaient été décidées par l'assemblée générale des LIP pour organiser une riposte de masse aux tentatives de licenciements qui se préparent.

Pendant qu'une partie des ouvriers défilaient en ville, scandant «chômage, ras le bol, LIP vivra et vaincra», d'autres étaient installés rue piétonne (la rue centrale). Prises de paroles, panneaux expliquant la crise du secteur horloger (plusieurs milliers de chômeurs, de nombreuses petites boîtes de sous-traitance du Haut-Doubs en faillite, des réductions d'horaires), d'autres panneaux donnant un aperçu des salaires «élevés» ! pratiqués dans la boîte (1 770 F brut en moyenne pour un OS1, 414 personnes gagnant moins de 1 350 F par mois),

d'autres enfin rappelant les derniers événements, la comédie de la semaine dernière (dépôt de bilan ou pas ?) destinée à démoraliser les travailleurs. Ils terminaient en s'opposant à toute solution qui compromettrait leur emploi.

La solidarité ouvrière n'est pas un vain mot. Nombreux étaient ceux qui s'arrêtaient, posaient des questions. Des remarques fusaient «Votre combat, c'est le nôtre aussi», «il faut refuser tous les licenciements», «l'union fait la force». Certains soutenaient financièrement. Bref, de l'enthousiasme, beaucoup de chaleur «on a le moral», disent les LIP.

La campagne d'information et de popularisation comporte aussi des enquêtes effectuées dans la rue (il ressort de ces enquêtes que 70 % de la population nous soutient mais que beaucoup manquent d'informations). Ils vont remédier à cela par une campagne massive de collages, de tracts (Palente,

gare, marchés, etc.) et la sortie d'un nouveau LIP-Unité distribué dans toute la France.

Pendant ce temps-là, le PCF avait distribué la veille un tract attaquant la lutte des LIP. Selon ces messieurs cravatés «certains (entendre la CFDT) répandent des illusions en essayant d'aménager le système... divisent les travailleurs, les égarent, les empêchent d'obtenir satisfaction, les poussent à des actions aventuristes, les poussent à l'attentisme donc au découragement etc.» (on en passe). Suit un vibrant couplet sur les bienfaits du Programme commun.

Ils oublient de dire qu'en réclamant une action dès le début, sans mobilisation, sans rapport de force, sans soutien de masse, ils cherchaient en fait à faire casser la gueule aux LIP.

Pas de chance pour eux : ils sont déjà mal vus à l'usine de Palente, et s'ils continuent, ça va empirer ! Les travailleurs n'apprécient pas de se faire insulter, eux et leurs délégués, alors qu'ils luttent pour ne pas rejoindre les 4 000 chômeurs bisonniers.

«On tiendra» disent les LIP. Soutenons-les au maximum.

A suivre !

Correspondant HR

la France des luttes

Victoire des travailleurs de chez Langlois (Rennes)

La société Langlois, entreprise de stockage et de distribution des produits chimiques sur l'Ouest, emploie 160 travailleurs. Depuis le 4 avril 130 personnes (90 % des ouvriers et la moitié des employés de bureau) sont en grève au siège de Rennes ainsi qu'à la succursale du Mans, pour une augmentation «250 F pour tous, le respect des 40 heures pour les chauffeurs, 20 F d'indemnité de repas pour les chauffeurs, 1 heure d'information syndicale et le paiement des jours de grève», n'acceptant pas l'annonce de 2,75 %.

Sous la pression des travailleurs organisés dans la CFDT, et devant leur détermination, étaient organisés : piquets de grève, fouille des voitures des cadres, interception de la marchandise sortie en «douce» par le patron.

Le patron a tenté d'isoler la section syndicale et de dénigrer la grève ; peine perdue puisqu'aussitôt 16 employés de bureau rejoignaient les grévistes dans l'action.

Devant la volonté des travailleurs, le patron devait finalement lâcher : «280 F pour tous, échelonnés sur 3 trimestres, 44 heures pour les chauffeurs, 18 F d'indemnité de repas, et la dernière journée de grève payée».

Correspondant HR

Les centres FPA s'organisent pour la lutte

Il y a toujours eu des luttes à la formation professionnelle pour adultes (AFPA), mais elles sont restées isolées jusqu'ici. Pourtant la lutte de Saint-Etienne-de-Rouvray contre l'expulsion de stagiaires a trouvé un certain écho dans plusieurs centres.

A Champs-sur-Marne, Meudon et Stains, des sections syndicales stagiaires CGT et CFDT ont été créées en 1975. Une coordination se développe régulièrement entre les trois centres pour mobiliser les stagiaires. Elle aboutit à un cahier de revendications et à une pétition pour l'abrogation de l'accord entre l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et FO, CFTC, CGC qui déqualifie les certificats FPA. Elle aboutit également à une délégation au ministère du Travail, la semaine dernière, où certaines des revendications ont été «notées». A Meaux une section CGT a été créée en novembre 1975, après une large consultation des stagiaires. Face à une tentative de répression en mars, la masse des stagiaires se mobilise, avec le soutien d'autres centres.

Dans toutes les FPA coordonnons nos actions

La section syndicale CGT du FPA de Meaux et les représentants des stagiaires non-syndiqués lancent un APPEL NATIONAL aux FPA de France en vue de coordonner leurs actions sur la base des problèmes communs que nous vivons qui se traduisent par des revendications sensiblement communes, notamment : celle d'obtenir des garanties d'embauche à notre qualification réelle ! Celle d'avoir un salaire décent, celle concernant les conditions de vie à l'intérieur du centre (liberté syndicale et d'expression politique et culturelle).

Pourquoi lancer un tel appel aujourd'hui ?

Nous pouvons tous constater, par nos propres yeux, que

limités de la presse notamment, qu'à la faveur de la crise, du chômage, les travailleurs en formation ou en reconversion refusent d'être des chômeurs en sursis, qu'on limite nos droits acquis par de dures luttes, pour faire de nous des travailleurs dociles, qu'on se sert de nous pour établir une concurrence avec les autres travailleurs afin de faire pression sur les salaires et les qualifications (déjà dans les mines, la métallurgie, les patrons ont obtenu la légalisation de ce qui se pratiquait : l'embauche sous-qualifiée).

D'autre part que ce soit à Rodez, à Nîmes, à Rouen, à Bourg-en-Bresse, à Decazeville, à Dunkerque, à Lardy, à Meaux, la lutte des stagiaires pour imposer leurs droits les plus élémentaires s'est traduit de la part de l'administration par une répression systématique qui n'a pu être mis en échec que par la mobilisation, l'organisation des stagiaires et la solidarité des autres centres.

C'est dans ces conditions donc que nous avons créé

La direction de Meaux et celle de Montreuil (siège de l'AFPA) doivent reculer.

Il a été décidé une coordination nationale fin avril, avec tous les centres AFPA de France, pour unifier le mouvement, le renforcer et faire aboutir les revendications, en particulier pour un statut de travailleur à part entière et le droit de se syndiquer. Une autre question est celle du statut de «travailleur en formation» réclamée pour s'aligner avec ceux qui ont les mêmes problèmes de formation. L'AFPA ou le ministère du Travail est l'employeur et les stagiaires veulent les mêmes droits que les autres travailleurs, par exemple : «Les droits syndicaux, la sécurité sociale». «Nous refusons et luttons contre le risque de chômage en fin de stage».

Seule l'unité d'action à la base et sur des objectifs clairs permettra aux stagiaires AFPA de se mobiliser et remporter des victoires.

Ci-dessous une lettre d'appel de coordination des luttes FPA de France lancé par les stagiaires et la section syndicale CGT de Meaux.

une section syndicale afin de nous relier à la lutte des autres travailleurs contre la crise, que nous appelons tous les centres FPA à s'organiser soit en section syndicale, de préférence, soit en organisation autonome des stagiaires, à établir une plate-forme revendicative commune et à se coordonner rapidement en vue d'obtenir

nos revendications. Déjà des coordinations régionales se sont instaurées informellement, aujourd'hui à nous de nous organiser nationalement !

Poursuivons le mouvement de syndicalisation et d'organisation !
Avançons sur la voie de la satisfaction de nos revendications !

POUR LA COORDINATION QUESTIONS POSÉES A TOUTES LES FPA

Pouvez-vous nous répondre rapidement car une coordination nationale est prévue dans le courant avril et nous souhaiterions la participation du maximum de centres (déjà une vingtaine ont répondu à notre appel).

A PRÉPARER :

- Un compte-rendu de la situation sur votre centre.
- Un projet de plate-forme revendicative.
- Des propositions d'action.
- Et surtout mener le débat avec le maximum de stagiaires car c'est avec eux qu'il faudra compter.
- Envoyer une adresse sûre pour la correspondance !
- Notre adresse : Gilles Boillot chez Picchi Christian Bât. C 5 - Résidence Buffon 77100 Meaux

Des stagiaires de Meaux et de la section syndicale CGT

SNIA

GRANDES MANŒUVRES DU PCF

(Suite de la page 1)

Alors que les travailleurs de Châteauroux sont en lutte pour imposer la garantie de l'emploi sur place dans leur usine (dont la fermeture vient d'être officiellement annoncée), ils appellent à un grand rassemblement le 23 avril à Châteauroux pour la défense de l'aéronautique française, pour Concorde.

La CGT, obéissant aux décisions prises au plus haut niveau (Comité central du PCF) entend faire de cette manifestation une «affaire nationale» (Krasuki sera présent). Appel à une grève générale à Châteauroux, délégations de travailleurs de l'ensemble des usines travaillant pour l'aéronautique.

Plus question d'unité, aujourd'hui. La CFDT et ses militants qui refusent de s'engager sur la voie de la «défense de Concorde» se voit imposer le diktat : «ou bien vous suivez ou vous serez écrasés» c'est à peu près ce qui leur a été signifié lors d'une récente intersyndicale.

Mais les révisionnistes creusent leur propre tombe. Loïn d'intimider la CFDT et ses militants, «l'arrogance et

le mépris affichés par les responsables du PCF-CGT, ont ouvert les yeux d'un certain nombre de travailleurs.

Les sections CFDT de l'ensemble des usines de la SNIA, ont ainsi décidé de s'opposer à cette journée d'action. Elles appellent leurs adhérents et sympathisants à manifester à Châteauroux notre soutien à la lutte menée par ceux de l'usine de Déols (municipalité révisionniste) pour l'emploi, contre les mutations autoritaires, pour les 40 heures sans perte de salaires !

Cela ne fait guère l'affaire de la CGT et du PCF qui ont redoublé leurs attaques contre la CFDT.

De plus en plus nombreux sont les militants syndicalistes décidés à s'opposer résolument à ce que les luttes des travailleurs soient utilisées par le PCF au profit de sa politique bourgeoise.

Un travailleur faisait remarquer : «Voilà un avant-goût de ce qui nous attend quand ils seront au pouvoir». Faisons du 23 avril une grande journée de lutte contre la bourgeoisie capitaliste et la bourgeoisie révisionniste !

Correspondant HR

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!



Affaire Agret

Dimanche, Marie-José Agret à Rouen

C'est vers 10 heures que Marie-José Agret s'est installée dans la cathédrale de Rouen, le dimanche de Pâques, pour rencontrer Lecanuet. Le Garde des Sceaux,

maire de Rouen s'est d'ailleurs défilé, partant avant la fin de la messe... !

Marie-José et les quelques personnes qui l'accompagnaient se sont alors retrouvées face à l'archevêque qui sous des apparences polies expliquait qu'il ne ferait rien, que ça ne le concernait pas !

presque « gentil » qui durant 40 minutes lui a répliqué que l'enquête policière en vue au nom de la révision du procès serait terminée d'ici la fin de la semaine.

De son côté celui-ci a demandé à sa femme d'interrompre la grève de la faim ; la décision doit être prise incessamment.

A propos des expulsions des travailleurs de la Sonacotra

Communiqué de presse

LE SYNDICAT CFDT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

A la suite de l'expulsion de France de deux délégués du Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève de loyers, et de l'opération de police menée à l'aube du 16 avril 1976, pour démanteler cette organisation représentative de 12 000 travailleurs en arrêtant une dizaine de ses militants en vue de leur probable expulsion :

dénoncent l'absence de garanties dans laquelle s'accomplissent de façon permanente ces opérations dont le premier effet est une disparition « légale », dans le secret de ceux qui en sont l'objet ;

constatent que ces pratiques démontrent que les procédures existantes sont des simulacres et laissent un pouvoir absolu au ministre de l'Intérieur ;

dénoncent la carence du droit privant toute une catégorie de travailleurs des garanties juridiques élémentaires (droit d'association, protection des délégués) ;

s'indignent de la façon dont il est ainsi porté atteinte aux libertés des travailleurs en lutte, pour faire aboutir leurs revendications ;

affirment l'égalité des droits de tous les travailleurs.



Roland Agret.

Enfin, très fatiguée par l'attente (c'était son 11e jour de grève de la faim), Marie-José s'est faite transporter au domicile de Lecanuet devant lequel elle s'est allongée seule... mais surveillée par une foule d'argousins !

Enfin elle a été reçue par un Lecanuet poli.

A Montreuil où est revenue Marie-José, la solidarité populaire continue à se manifester : ce lundi des gens du quartier, des habitants de Montreuil viennent avec des mots simples, prendre des nouvelles, exprimer leur solidarité.

Correspondant Montreuil

MEETING-DÉBAT BRÉSIL

JEUDI 22 AVRIL A 12 H 30

AMPHI 34-A

UNIVERSITÉ P. VII - métro Jussieu

Pour protester contre la venue de Geisel, responsable de la terreur et des tortures au Brésil et en Amérique latine.

Solidarité avec le peuple brésilien en lutte contre le fascisme et l'impérialisme américain.

Pas un sou pour la dictature militaire.

Giscard complice.

Amnistie générale.

organisé par le Comité de solidarité France-Brésil (19, rue Jacob - Paris 6e) et avec le soutien des sections des syndicats du personnel de Jussieu : CFDT (SGEN, CNRS), CGT (SNPESB et SNTRS), SNCS-FEN.

Le Tibet aujourd'hui

L'Association des Amitiés Franco-Chinoises vous invite à une conférence de



Han Suyin

VENDREDI 23 AVRIL 1976 à 20h30 à la MUTUALITE

Témoignage

Aux femmes en chômage, on dit «Retournez à vos casseroles!»

J'étais auxiliaire dans l'administration, je fus licenciée à cause du «manque de crédit» ; bien sûr ça ne s'appelle pas «licenciement pour raison économique». En tout cas pas d'indemnités et seulement l'aide publique versée par l'ANPE.

Mais j'avais dans l'idée qu'étant inscrite à l'ANPE je conserverais intégralement mes droits de TRAVAILLEUSE. Eh bien non ! La femme au chômage se trouve immédiatement considérée comme «mère au foyer» et non comme une travailleuse qui a été privée de son emploi.

«Très bien, me dit la directrice de la crèche où est gardé mon garçon, vous allez pouvoir garder votre enfant !» Une mère à la maison qui ne voudrait pas garder son enfant est sûrement une mauvaise mère ; et l'enfant s'épanouit sûrement mieux dans le giron de sa mère, seul, dans un petit appartement du 10e... J'ai demandé un délai, j'ai dit qu'il me fallait chercher un autre travail, donc faire des démarches,

passer des tests, pointer à l'agence. De toutes façons rien dans le règlement des crèches n'autorise la directrice à foutre les gamins à la porte. Mais la pression morale est forte.

Mais plus forte encore est la pression financière : la Caisse d'allocations familiales supprime l'allocation frais de garde (qui pour un revenu moyen couvre une grande partie du coût de la crèche). C'est sans appel ! Quel foyer pourra payer 300 ou 400 F de garde, avec un salaire en moins ?

Alors la femme chômeuse retrouve chez elle avec les enfants toute la journée. Sans doute espère-t-on qu'elle finira par accepter, au moins pendant un temps, ce rôle forcé de «mère au foyer» et qu'elle se lassera d'aller pointer. Cela fera une chômeuse de moins dans les statistiques.

MAINTIEN DES AIDES DE GARDE D'ENFANTS voilà une revendication à exiger pour les travailleuses au chômage.

Une lectrice.

POUR UN 1er MAI DE CLASSE Orléans ET DE MASSE



Partout en France les ouvriers, les petits paysans, les étudiants sont en lutte. Et cette lutte c'est de plus en plus consciemment contre le système capitaliste qu'elle se mène. Alors il faut que tous les mouvements s'unissent sous la direction de la classe ouvrière. Le 1er mai 76 sera une occasion importante pour manifester cette unité ouvriers, paysans, étudiants contre le capitalisme.

Dans notre région les militants communistes regroupés autour de leur journal «L'Humanité rouge» organisent

un meeting régional le 2 mai à 15 heures à la salle des Carmes (rue des Carmes) à Orléans.

Ce rassemblement comportera trois parties :

1/ les réalités de la lutte des classes de la région orléanaise

2/ la situation internationale dominée par la lutte des peuples contre l'impérialisme et l'hégémonie et la rivalité entre l'URSS et les USA : les facteurs de guerre et de révolution croissent en même temps

3/ enfin les communistes marxistes-léninistes après avoir rappelé ce que sont le PCF et l'Union de la gauche présenteront leurs propositions :

— reconstruire par une lutte «classe contre classe» l'unité de la classe ouvrière en balayant l'influence des révisionnistes et édifier le Parti du prolétariat : le Parti marxiste-léniniste unique.

— unir le peuple autour de la classe ouvrière et de son Parti

— engager la France par la Révolution prolétarienne dans la voie socialiste garantie par la Dictature du prolétariat

— mais aussi arracher et défendre notre indépendance nationale face aux impérialistes russes et américains, ce que seule la classe ouvrière est capable de faire, développer la solidarité anti-impérialiste et antihégémonique avec tous les peuples du monde.

En avant, camarades et amis, pour faire du 1er mai 76 une étape importante du combat de classe des exploités et opprimés !

VIENT DE PARAÎTRE

Textes traduits de la presse chinoise



vent d'est

Critique du courant de droite.

La démocratie à l'usine.

Politique extérieure de la Chine : l'analyse de l'expansionnisme soviétique en Inde et en Angola.

Science et conception du monde :

- Le cancer n'est pas incurable.
- J. Monod : «Le hasard et la nécessité».

Transformation des habitudes à la campagne.

n°2

2e trimestre 1976 5 FRANCS

E 100

distribué par les ÉDITIONS DU CENTENAIRE

Disponible aux librairies :

- Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.
- La Force du Livre, 33, rue R. Leynaud 69001 Lyon.
- Le Sel de la Terre, 4, rue Mal-Foch 22000 St-Brieuc.

ou, par correspondance, à :

- E-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.



Cinema



Je suis allée voir «Le Juge et l'assassin» de Bertrand Tavernier. Un film sur les mécanismes de la justice en 1893 (année de la loi «scélérate» contre les ouvriers, juste avant 1897, année de la loi sur les droits de la défense).

L'Assassin (Michel Galabru) : un homme, devenu fou à force de brimades, d'amour déçu, de solitude et de... 2 balles dans la tête. (un aperçu sur les «hospitaux» psychiatriques du 19^e siècle).

Le juge (Philippe Noiret) : un gros bourgeois qui ne cherche à prouver qu'une seule chose : l'homme n'était pas fou et a accompli ses multiples meurtres en pleine conscience, parce que les «cheminots» (ceux qui font la route) ont le vice dans la peau. Tout le film, le juge traque l'homme fou, par la ruse (car il n'y a rien de légal dans ses interrogatoires) et obtient même «d'experts» le certificat tant attendu : le meurtrier est déclaré sain d'esprit. Donc on peut le condamner à mort et Monsieur le juge pourra assoir sa renommée politique sur l'ordre et le respect des bonnes mœurs.

Tout ceci pourrait faire un bon film «libéral», dénonçant l'arbitraire de la justice bourgeoise. D'ailleurs, l'analyse de la société bourgeoise (la seule étudiée dans le film) est assez juste : complexité de la justice et du patronat, esprit arriviste du juge bourgeois, alors que le procureur, homme de la noblesse, qui voit les valeurs de sa classe bafouées, ne trouve qu'une solution : le suicide.

Tout se gâte lorsque Bertrand Tavernier (le réalisa-

Une lectrice nous écrit «LE JUGE ET L'ASSASSIN» ...ET LE PEUPLE

teur des films), qui effectue là un réquisitoire contre la peine de mort, appliquée aux «fous», mélange l'affaire Dreyfus (des affiches apparaissent dans le film), pour laquelle le peuple n'est jamais descendu dans la rue, car il s'agissait d'un règlement de compte entre bour-

geois ; les grèves ouvrières de la fin du siècle et... les drapeaux rouges, que l'on voit surgir par miracle à la fin, alors qu'on ne voit jamais au cours du film le peuple en lutte.



Le drapeau rouge : une caution pour avancer une solution de rechange (DR).

geois ; les grèves ouvrières de la fin du siècle et... les drapeaux rouges, que l'on voit surgir par miracle à la fin, alors qu'on ne voit jamais au cours du film le peuple en lutte.

Aussitôt, l'amalgame se fait dans notre tête entre ce pauvre foupersécuté, «anarchiste de Dieu», et les luttes de la classe ouvrière. Finalement, ce n'est pas une justice révolutionnaire qui est proposée, mais une justice de «gauche», avec respect des droits de la défense et c'est tout. Le drapeau rouge sert de caution au réalisa-

teur pour avancer sa solution de rechange. Voilà ce que je pensais du film en sortant du cinéma.

Et puis, par hasard, dans *France Nouvelle* (hebdomadaire central du PCF), je suis «tombée» sur un article traitant de ce film par Roland

Weyl. Confirmation de mes impressions. R. Weyl associe le juge à Ponia et à Lecanuet, agite avec fierté le drapeau de «l'humanisme», de «la philosophie globale du cœur à gauche» (?) et vénère «les progrès de la criminologie et du droit pénal».

M. Tavernier, M. Weyl, Lecanuet vous dit merci : vous ne remettez pas en question la justice bourgeoise.

Ceci doit encore une fois nous mettre en garde contre l'apparition sans cesse confirmée, avec de gros mo-

yens, d'un cinéma dont l'idéologie ressemble fort à celle prônée par la nouvelle bourgeoisie apparue à la tête du PCF en particulier : caractère social du sujet traité, pseudo-réalisme, acteurs populaires (Noiret et Galabru) tout pour faire un «bon» film, pour «toucher

le cœur de l'ouvrier» et nous faire participer à la grande bagarre entre cliques bourgeoises, majorité et Union de la gauche. Et n'en doutons pas, cela marche relativement bien. Il nous faut vraiment dénoncer et démasquer cette offensive idéologique de la bourgeoisie et, d'un autre côté promouvoir un art, un cinéma prolétarien au service des luttes, capable de combattre efficacement cette manœuvre et de proposer autre chose qu'une solution bourgeoise.

Une lectrice de Seine-St-Denis

culturel

Variétés

Les Beatles joueraient Une offensive financière

«Get back», 28^e au hit anglais, «Paper back writer» 23^e, «Hey Jude» 12^e et «Yesterday» 8^e : 4 titres dans la même semaine et tous «très bien classés». En plus, ce ne sont pas des chiffres officiels mais ceux donnés par le très officiel British market research bureau (1). Cet organisme rassemble le nombre de disques vendus sur environ 300 points de vente et en établit la liste de 30 à 1 : c'est le principe bien connu du Hit-parade. Ce hit est diffusé chaque mardi et chaque dimanche sur les ondes de la radio officielle : la BBC.

C'est donc fait ! Dans la première quinzaine de mars, EMI (2) a ressorti 23 «simples» (45 tours) du groupe. C'est ce qu'on appelle là-bas la Beatles-Bonanza. Et comme Bonanza signifie filon riche on voit tout de suite clair sur les intentions de ces messieurs : le filon, ils l'ont trouvé effectivement ! Pour preuve : l'un de ces disques, «Yesterday», était déjà la semaine suivante après sa sortie, 17^e meilleure vente dans le pays : c'est dire comme «c'est une affaire qui marche» !

LA SOIF DE L'ARGENT

Il semblait pourtant que, séparément, Paul McCartney, Ringo Starr, George Harrison et John Lennon continuaient de gagner beaucoup d'argent et de faire fortune. En effet, chacun d'eux a continué la carrière dans ce domaine (quand il n'a pas fait du cinéma en plus !). Eh bien, c'est à croire que ces 4 messieurs ne sont pas «rassasiés» car on parle de plus en plus dans les milieux musicaux anglais

d'un éventuel retour du groupe à la scène.

Les «business-men» de la musique savent ce qu'ils font ! Un porte-parole de la maison EMI crache le morceau dans une interview à la revue musicale britannique «New musical express». Sans sourcilier, il déclare que «toute une nouvelle génération est prête (entendez : à acheter les Beatles à nouveau), alors nous ressortons les disques». Autrement dit : ils en veulent, alors profitons-en !

Et il faut absolument que ça marche, on fait tout dans cette voie : cette même revue musicale propose comme second prix à un concours qu'elle organise... 10 coffrets des 23 disques !!!

Pour qu'il se vende bien, tout produit doit être attirant : aussi a-t-on fait des pochettes spéciales, une face comportant la photo couleur des 4 «chéris». La seule chose qu'on ne dit pas, c'est combien de Livres Sterling les jeunes «teenagers» anglais vont devoir donner en échange de la marchandise. Dans cette affaire, il y a des dollars, beaucoup de dollars et de Livres Sterling à gagner. Gageons que les 4 garçons dans le vent sauront ne pas les laisser... s'envoler !

(1) Bureau d'étude sur le marché britannique.

(2) Maison de disques qui s'occupe de «l'affaire» et qui n'est pas la J&R, venue : elle distribue notamment les enregistrements d'un groupe qui s'appelle Queen et qui a été tout récemment meilleur disque en Angleterre pendant 9 semaines.

La noblesse anglaise sur la paille

Le «Debrett's Guide», le Bottin de la noblesse britannique dont la dernière édition paraît à l'occasion du 50^e anniversaire de la reine Elisabeth, révèle que les aristocrates sont obligés de réduire de plus en plus leur train de vie.

La hausse vertigineuse du coût de la vie a déjà contraint plusieurs de ces pauvres petits à abandonner leur pied-à-terre à Londres, situé généralement autour des squares des quartiers de Mayfair, Belgravia et Kensington, note l'éditeur dans sa préface.

La nouvelle édition du «Debrett's Guide» a mille pages de moins que la précédente parue en 1973. Elle a en effet été épurée des membres de la petite noblesse qui doivent se contenter désormais de figurer dans le «Kelly's Handbook», annuaire moins prestigieux que le «Debrett's Guide».

URSS

Un nouveau pas dans le mépris de la femme

Un article paru dans «45 Express», hebdomadaire édité à Orléans, rapporte que depuis peu les concours de beauté féminine sont permis en URSS. Désormais, les filles du peuple soviétique pourront se briser sur un nouveau miroir aux alouettes qui sévit depuis longtemps chez nous, dans les pays capitalistes. «Toutefois», précise l'hebdomadaire, il ne faut pas s'imaginer que ces charmantes jeunes filles défilent comme chez nous, toutes voiles dehors ou... sans voiles (ou presque). En effet, les dirigeants du pays ont une conception beaucoup plus «rusée» mais d'autant plus réactionnaire de la femme. «En Union soviétique», rapporte l'hebdomadaire, et selon la déclara-

tion d'une personnalité officielle : «Il est humiliant pour une femme de gagner un concours grâce à ses seules qualités physiques». Les concurrentes doivent faire preuve d'esprit et de dons personnels, autant que de charmes physiques, et comme elles défilent... en tablier, ces charmes sont dus à la simplicité des cotonnades qui les enveloppent. Car trop facile, évidemment, d'aveugler un jury avec la pointe dressée d'une poitrine avantageuse qui exhibe tout ce qu'elle peut d'elle-même.

Les candidates au titre de miss Russie doivent donc pouvoir répondre avec pertinence aux questions qu'on leur pose, préparer un plat, réparer une robe de poupée, régler un téléviseur, etc...

Et voilà ! Le tour est joué ! Sous couvert de luttes contre l'image sexuelle que le système capitaliste impose à la femme, les nouveaux bourgeois russes qui ont pris le pouvoir en Union soviétique, inculquent à la manière des dirigeants capitalistes occidentaux, la conception de la femme coupée du monde, vouée à un travail ménager, que Lénine, sans jamais le mépriser, a toujours qualifié d'abrutissant pour la femme du peuple. Voilà que ces messieurs demandent à miss Russie de montrer ses qualités de femme d'intérieur. Concours de Beauté ou Concours de Ménage, voilà deux aspects d'une même conception réactionnaire de la femme.



Lyon
villeurbanne

Comment Yukong déplaça les montagnes

Au CNP - Lyon (40 rue du président Édouard-Herriot). Séances à 12 h 15, 15 h 25, 18 h 35 et 21 h 30 : La Pharmacie (1 h 18) et Le Village de pêcheurs (1 h 39).

Au CNP - Villeurbanne (4 avenue Henri-Barbusse). Séances à 14 h (sauf samedi, dimanche et fêtes), 17 h 20 et 20 h 40 : Une Femme, une famille (1 h 45), Entraînement au cirque de Pékin (15 mn), et Une Caserne (54 mn).

Apprendre auprès du peuple palestinien

Nous publions de larges extraits de l'intervention faite par la JCMLF, le 16 avril, lors du meeting de soutien à la jeunesse palestinienne.

Palestine : ce mot évoque bien des choses dans la jeunesse de notre pays. Il évoque une juste cause, le combat pour l'indépendance et la liberté. Il évoque le combat des peuples contre l'impérialisme sous toutes ses formes, le combat de la révolution mondiale contre les forces de la contre-révolution, le combat pour un monde nouveau débarrassé de l'exploitation et de l'oppression des peuples. Voilà pourquoi la Palestine est chère au cœur de la jeunesse révolutionnaire de France.

La Palestine, c'est un combat auprès duquel nous avons beaucoup à apprendre.

Et d'abord ceci : la confiance en l'avenir, la confiance en la révolution. Une cause juste finit toujours par avoir un large soutien, finit toujours par l'emporter.

En 1948, les sionistes, avec l'appui de l'impérialisme, usurpaient la patrie du peuple palestinien, le chassaient de chez lui par les massacres et la terreur. La Palestine disaient-ils était une terre sans peuple. L'ONU, alors dominé par l'impérialisme, approuvait ce crime, décidait de partager la terre palestinienne. L'impérialisme et le sionisme ont voulu nier l'existence même du peuple palestinien et de sa patrie : la Palestine. Il n'y avait plus selon eux que des réfugiés dans des camps. Ils ont tout fait pour que les nouvelles générations oublient leur peuple, oublient leur patrie. Ils croyaient que le temps serait l'allié de leurs crimes. Dans nos pays, les gens ignoraient qu'il existait un pays appelé Palestine et un peuple nommé palestinien. On le leur cachait.

L'impérialisme et le sionisme ont voulu la mort du peuple palestinien. Mais les peuples ne meurent jamais. A travers les épreuves, le peuple palestinien n'a cessé de vivre et de combattre.

Depuis les choses ont bien changé et tous les plans de l'impérialisme ont échoué. Aujourd'hui dans le monde, ce sont les sionistes qui sont isolés, c'est le peuple palestinien qui bénéficie du soutien des peuples du monde. Par sa lutte, le peuple palestinien a affirmé son existence. Les jeunes générations, grâce aux plus anciennes, n'ont pas oublié la Palestine. La Palestine vit et son peuple combat !

Et à l'ONU, la voix du peuple palestinien qui y avait été étouffée se fait entendre avec force. Ainsi que l'affirmait Yasser Arafat en 1974 devant l'Assemblée générale de l'ONU : « les Nations unies d'aujourd'hui sont différentes de ce qu'elles étaient hier, tout comme le monde d'aujourd'hui n'est plus le monde d'hier ».

Ces victoires du peuple palestinien, si elles sont le résultat des combats de tous les peuples du monde, sont avant tout le fruit de la lutte du peuple palestinien lui-même.

COMPTER SUR SES PROPRES FORCES

Pour gagner leur libération, prendre en mains leur propre avenir, les peuples doivent avant tout compter sur leurs propres forces. C'est ce que fait le peuple palestinien. La Résistance palestinienne a toujours refusé les tentatives de contrôle, de mise sous tutelle, d'où qu'elles viennent. Le

peuple palestinien s'est donné un représentant unique et légitime : l'Organisation de libération de la Palestine. C'est lui et lui seul qui peut définir ce qui correspond aux intérêts du peuple palestinien. Comment un peuple pourrait-il gagner sa liberté s'il était dépendant d'une puissance quelconque ; à quoi servirait de lutter contre une oppression si c'était pour tomber sous une autre oppression. L'indépendance, cela ne peut pas se marchander. Un peuple qui accepterait que des ordres lui soient dictés de l'extérieur, qui attendrait sa libération d'une puissance quelconque, un tel peuple ne pourrait se libérer.

OSER LUTTER, OSER VAINCRE

Nous avons à apprendre de l'esprit qui anime le peuple palestinien : l'esprit d'oser lutter et d'oser vaincre. Face au peuple palestinien se dressait et se dresse l'impérialisme, des agresseurs fournis massivement en armes et argent par les uns, en hommes par les autres. Les lâches et les traîtres auraient pu dire que c'était folie de combattre une telle puissance, que la lutte était perdue d'avance. Mais le peuple palestinien, lui, a engagé la lutte et frappé l'ennemi. Et l'ennemi qui semblait si fort apparaît de plus en plus faible, et le peuple palestinien qui semblait si faible apparaît de plus en

geant la lutte, le peuple palestinien savait que ses martyrs seraient nombreux, car l'ennemi était cruel. Et c'est par milliers que se comptent les combattants tombés depuis lors. La prison, la torture, le dynamitage des maisons, c'est cela qu'affronte le peuple palestinien.

Nous voulons rendre ici hommage aux martyrs de la Résistance palestinienne et saluer ceux qui luttent dans les prisons sionistes. Nous savons que d'une façon ou d'une autre, ce salut leur parviendra.

Chaque nouveau martyr de la Résistance donne naissance à de nouveaux combattants qui empoignent à leur tour les fusils.

UNE GUERRE POPULAIRE DE LONGUE DURÉE

Nous devons apprendre également de la détermination du peuple palestinien à mener la lutte armée. Face à ceux qui les agressent et les oppriment, les peuples n'ont pas d'autre voie que celle de la lutte armée pour arracher leur libération. Aucun peuple au monde n'a pu devenir maître de son destin par un autre moyen. Les impérialistes, la réaction utilisent la violence pour opprimer les peuples. Il est juste que les peuples utilisent, eux aussi, la violence des armes pour se libérer. Ils n'ont pas le choix.



plus fort. C'est qu'aucune puissance au monde ne peut venir à bout d'un peuple qui combat pour ses droits légitimes.

Nous avons à apprendre encore de cet esprit que le président Mao a appelé « ne craindre ni les épreuves ni la mort » et dont fait preuve le peuple palestinien. L'impérialisme et les sionistes ont commis les crimes les plus barbares contre le peuple palestinien. Oradour, en Palestine, s'appelle Deir Yassine. Et il y a des dizaines de Deir Yassine. Par ces crimes, les occupants sionistes voulaient briser toute volonté de résistance du peuple palestinien. Le terrorisme est le recours des oppresseurs. En enga-

geant la lutte, le peuple palestinien savait que ses martyrs seraient nombreux, car l'ennemi était cruel. Et c'est par milliers que se comptent les combattants tombés depuis lors. La prison, la torture, le dynamitage des maisons, c'est cela qu'affronte le peuple palestinien.

La guerre que mène le peuple palestinien est une guerre juste, c'est une guerre populaire de longue durée ! Et l'histoire a montré plus d'une fois que la guerre du peuple est invincible.

Il y a un an, camarades, le peuple cambodgien en apportait une nouvelle preuve. Il y a maintenant un an jour pour jour, en effet, le 17 avril, sous la direction du FUNK, le Cambodge était libéré. C'est pourquoi, ce soir, nous associerons le com-

bat de la Palestine à celui du Cambodge et en ce premier anniversaire nous proclamons : VIVE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CAMBODGE ! Victime d'une des agressions les plus barbares que l'histoire ait connue, au prix des plus grands sacrifices, le peuple khmer a mis en échec la superpuissance américaine et a conquis son indépendance. Et aujourd'hui, il édifie une société nouvelle, démocratique, où ouvriers et paysans sont les maîtres. Ces victoires ont été acquises également contre l'autre superpuissance qui n'a cessé d'apporter son appui à la clique de Lon Nol et a tramé les pires complots contre le peuple khmer. Déterminé à préserver son indépendance et à mener la guerre populaire jusqu'au bout, le peuple khmer a été plus fort que les uns et les autres. Les agresseurs finissent toujours par succomber sous les coups d'un peuple en armes. La guerre populaire ce n'est pas l'action armée de quelques petits groupes isolés du peuple, c'est un peuple entier appuyant la lutte armée de mille façons et y participant. Il y a 11 ans qu'éclatait la lutte armée du peuple palestinien et depuis lors, en dépit des difficultés, il n'a pas varié de cette voie. C'est pour cela qu'il a d'ores et déjà remporté de grands succès et c'est ainsi qu'il aura la victoire totale !

UN MEME COMBAT

Ce sont là quelques unes des choses que nous devons apprendre auprès du peuple palestinien. Mais il faut également soutenir la lutte du peuple palestinien. Parce que c'est une juste lutte, parce que notre lutte et celle du peuple palestinien sont un même combat. La lutte du peuple palestinien contre l'occupation sioniste est une lutte contre le système impérialiste mondial. C'est une grande contribution à la révolution mondiale. Les victoires du peuple palestinien sont des victoires pour tous les peuples du monde.

L'occupation sioniste de la Palestine a toujours été un instrument des impérialistes. Tous les impérialistes y ont vu le moyen de disposer d'une base d'agression contre les peuples arabes, d'empêcher l'union des peuples arabes, de maintenir une tension constante dans cette région afin d'y perpétuer leur présence. L'hégémonie y voit lui aussi le moyen de maintenir cette région dans une situation de conflit permanent, lui permettant d'exercer des pressions sur les pays arabes, de chercher à les dominer. Tous les impérialistes sont des défenseurs de l'occupation de la Palestine. Ils sont tous opposés à la libération de la Palestine. L'occupation de la Palestine, en créant le trouble et en maintenant un état de guerre, leur permet d'exercer leur rivalité dans cette région en y renforçant leurs flottes, de créer la tension en Méditerranée, de menacer les peuples européens.

La paix ne pourra revenir au Moyen-Orient que par la victoire du peuple palestinien. Elle est une condition indispensable pour que la Méditerranée devienne un lac de paix, un lien ente les peuples riverains d'où auront été chassées toutes les puissances extérieures.

Voilà pourquoi on doit soutenir la lutte du peuple palestinien.